

505 LNH 186 / 6

496

(1939-41, 44)

Mesures disciplinaires prises à l'égard de certains agents  
 (répression de la propagande communiste ou étrangère)  
 (Révocation et suspension).-

Décret-loi du 24.6.39	(J.O. 26/27.6.39)		
Décret-loi du 1.9.39	(J.O. 5. 9.39)		
Décret-loi du 27.9.39	(J.O. 27. 9.39)		
	C.D. 30. 8.39	64	XII
Décret-loi du 18.11.39	(J.O. 19.11.39)		
Lettre S.N.C.F. au M.T.P.	8.12.39		
Loi du 8.12.39	(J.O. 10.12.39)		
Dépêche du M.T.P.	4. 1.40		
Décret-loi du 9.4.40	(J.O. 10. 4.40)		
	C.D. 21. 5.40	16	IX
Loi du 27.8.41	(J.O. 28. 8.41)		

Réintégration des révoqués.

Dépêche du MTP à SNCF	22. 9.44	manquant
Lettre SNCF au MTP	30. 9.44	
Dépêche du MTP à SNCF	21.10.44	



Direction des Chemins de Fer

Service du Travail dans les  
Transports

AD/SN 221

LE MINISTRE DES TRAVAUX PUBLICS ET DES TRANSPORTS

à

Monsieur le Président du Conseil d'Administration de la  
Société Nationale des Chemins de Fer Français.

OBJET : Réintégration des agents de la S.N.C.F. licenciés pour des  
motifs étrangers à leur activité professionnelle.

REFERENCE : Votre lettre D.41.420/7 du 30 septembre 1944.

Comme suite à ma décision du 22 septembre concernant la réinté-  
gration à la S.N.C.F. des agents ayant fait l'objet, au cours de  
ces dernières années, de mesures d'exception, vous m'avez fait  
connaître, par lettre du 30 Septembre 1944, les dispositions que  
vous comptez appliquer aux révoqués pour menées antinationales.

Parmi ces agents, vous estimez qu'il convient de faire une  
distinction entre ceux qui ont été révoqués pour infractions au  
décret du 26 Septembre 1939 portant dissolution du parti communiste  
et ceux dont la révocation a été prononcée pour faits réprimés par  
les décrets des 24 Juin et 1er Septembre 1939 interdisant, d'une  
part la vente, la détention ou la diffusion de tracts d'inspiration  
étrangère de nature à nuire à l'intérêt national, d'autre part la  
publication d'informations susceptibles d'exercer une influence  
fâcheuse sur l'esprit de l'armée et des populations.

Le décret du 26 Septembre 1939 ayant été abrogé par l'ordonnan-  
ce du 1er juillet 1943 portant amnistie, vous êtes d'accord pour  
réintégrer, sans exception, tous les agents condamnés en applica-  
tion de ce décret, que leur condamnation ait été prononcée avant ou  
après l'armistice et que leur révocation ait été prononcée d'office  
ou après avis du Conseil de discipline. Mais il ne vous semble pas  
qu'il y ait lieu d'agir de même envers les agents condamnés, sans  
que le décret du 26 Septembre 1939 ait été invoqué, pour des actes  
tels que propos défaitistes, diffusion de tracts défaitistes,  
injures à l'armée, etc... réprimés par les décrets des 24 Juin et  
1er Septembre 1939, ces deux textes n'ayant pas été abrogés.

La réintégration de ces agents vous paraît ne devoir être  
envisagée que par cas d'espèce, en tenant compte de leurs services  
antérieurs et de la gravité des faits pour lesquels ils ont été

.....

condamnés.

J'ai l'honneur de vous faire connaître que j'adopte cette procédure. Je vous invite en conséquence à me soumettre le plus tôt possible, avec votre avis, les dossiers individuels des intéressés afin de me permettre d'apprécier les mesures qui devront être prises à leur égard.

Par ailleurs, en ce qui concerne la reconstitution de la carrière des agents réintégrés, il est entendu que ces agents seront replacés à l'échelon et à l'ancienneté qu'ils auraient dans leur échelle s'ils n'avaient pas cessé leur service et que vous leur accorderez, avec effet rétroactif, l'avancement dont ils auraient bénéficié en raison de leur rang au tableau d'avancement.

Le Ministre des Travaux Publics et des  
Transports

Signé: R. MAYER.



496

EXTRAIT DU JOURNAL OFFICIEL

du 28 août 1941

-----

n° 2572.- LOI du 27 août 1941 tendant à modifier les dispositions du décret-loi du 9 avril 1940 en ce qui concerne les conditions de suspension des agents de la Société nationale des chemins de fer français.

-----

Nous, Maréchal de France, chef de l'Etat français,

Le conseil des ministres entendu,

Décrétons :

Art. 1er - Jusqu'à une date qui sera fixée par arrêté du secrétaire d'Etat aux communications, la suspension des agents de la Société nationale des chemins de fer français, telle qu'elle est prévue par l'article 3 du décret-loi du 9 avril 1940 relatif aux sanctions administratives encourues par les fonctionnaires et agents des services publics ou concédés, pourra être prononcée par le chef du service régional des agents intéressés.

Ce chef de service en réfère immédiatement, par l'intermédiaire du directeur de l'exploitation de la région, au directeur général de la Société nationale qui prononce ou propose au secrétaire d'Etat aux communications la décision définitive, suivant qu'il s'agit de la révocation prévue par le décret-loi susvisé ou de la relève de fonctions prévue par la loi du 23 octobre 1940 prorogée par la loi du 29 mars 1941.

Art. 2.- Le présent décret sera publié au Journal Officiel et exécuté comme loi de l'Etat.

Fait à Vichy, le 27 août 1941

Ph. PETAIN.

Par le Maréchal de France, chef de l'Etat français :

L'amiral de la flotte  
ministre vice-président du conseil,  
A<sup>1</sup> DARLAN.

Le secrétaire d'Etat aux communications,  
Jean BERTHELOT.

Le ministre secrétaire d'Etat  
à l'économie nationale et aux finances,  
Yves BOUTHILLIER.

Extrait du P.V. de la séance du 21 mai 1940  
du Comité de Direction

QUESTION IX - Sanctions disciplinaires  
pendant la durée des hostilités : modalités  
d'application du décret du 9 avril 1940 aux  
agents de la S.N.C.F.

P.V. COURT

Le Comité approuve les propositions qui lui sont soumises.

STENO p. 16

M. ARON. - Je suis d'accord, dans l'ensemble, sur le rapport qui nous est soumis. Mais je me demande si le dernier alinéa du 2<sup>e</sup>) des propositions qui nous sont faites est bien justifié.

Il s'agit des agents qui, ayant appartenu à un parti ou à une organisation dissous, n'auraient pas clairement manifesté, par leur attitude ou leur manière de servir, qu'ils ont rompu complètement tout lien de solidarité avec les activités interdites par la loi.

Il est prévu, dans ce cas, que ces agents pourront être suspendus par décision du Directeur de l'Exploitation de la Région et que cette décision les privera de toute rémunération et de tous avantages accessoires. Mais il est ajouté : "Quelle que soit la mesure prise à leur égard à l'issue de la période pendant laquelle ils auront été suspendus, cette rémunération/leur sera pas restituée et le temps passé dans cette position ne comptera ni pour leur avancement ni pour leurs droits à la retraite. La durée de cette suspension ne sera pas limitée". Si la suspension d'un agent est prononcée à juste titre, je suis d'accord sur ce texte. Mais si l'intéressé a été condamné injustement, il faudrait avoir le moyen de réviser la situation qui lui est faite. Le décret qui a été pris à l'égard des Administrations publiques est plus souple, car il laisse à celles-ci le droit de prononcer une suspension temporaire, sauf à décider par la suite de la



suspension définitive ou le retrait d'emploi. Il n'est pas très juste de décider que, quel que soit l'examen définitif de la situation de l'intéressé, on suspend son traitement à titre définitif.

M. LE BESNERAIS..- Ce n'est pas exactement ainsi qu'il faut interpréter ce texte. La difficulté que vous signalez provient de ce que la Convention Collective prévoit déjà la suspension parmi les sanctions disciplinaires. Nous avons voulu éviter une confusion avec cette suspension là, étant donné que le même mot désigne deux choses différentes, car nous avons voulu conserver le mot dont se sert le décret du 8 avril 1940.

M. ARON..- Au fond, c'est un retrait d'emploi.

M. BERTHELOT..- Non, ce n'est pas la même chose; le retrait d'emploi n'existe pas, chez nous, en tant que sanction.

M. LE BESNERAIS..- La suspension, dans les chemins de fer, a un caractère un peu particulier : c'est une mesure d'attente comparable, en quelque sorte, à la prison préventive.

En temps normal, s'il est reconnu que la faute commise par l'agent suspendu ne peut entraîner ni la révocation, ni le renvoi, ni la radiation des cadres, on lui rembourse sa solde depuis le début de sa suspension.

Dans le cas particulier qui nous occupe, comme le décret du 8 avril 1940 employait le mot "suspension", nous avons été obligés de reprendre ce terme. Mais nous avons tenu à préciser que la suspension appliquée en exécution de ce décret présentait un caractère différent de la suspension prévue par la Convention Collective, et c'est dans ce but que nous avons introduit dans le rapport l'alinéa en cause. La phrase "Quelle que soit la mesure prise à leur égard" signifie donc que si, par xxx la suite, les agents intéressés restent en fonction, ils ne pourront





M. BERTHELOT. - La suspension est une mesure prise pour se défendre contre les agents suspects dont il est impossible de prouver la culpabilité. C'est là une affaire qui a été discutée au Conseil des Ministres. Il importe que le texte ne soit pas trop précis pour laisser une certaine latitude. Nous n'en aurons qu'à nos souhaits.

M. LE PRÉSIDENT. - Nous pensons que nous aurons rarement à l'appliquer. S'il y avait erreur matérielle, par exemple, sur l'identité de l'intéressé, la question ne se poserait même pas ; nous rembourserions à l'agent le traitement dont il aurait été privé.

M. ABEL. - Je pourrais-vous en faire état dans votre texte ?

M. LE PRÉSIDENT. - Nous en tiendrons compte dans les instructions aux Services.

M. GUINTEAU. - Si des agents sont suspendus et s'ils sont considérés comme étant suffisamment coupables pour qu'on leur retire leur salaire, pourquoi les conserver en fonctions par la suite ?

M. BERTHELOT. - Les agents qui sont pris en flagrant délit à côté de ceux-là, il y a tous ceux qui sont immédiatement révoqués ; mais ceux qui n'ont pas clairement officiel, par leur attitude ou leur manière de servir, qu'ils ont rompu tout lien avec les activités interdites par la loi. Ils ne peuvent être révoqués faute de preuve ou de motif suffisant, mais on n'a plus confiance en eux, d'où leur suspension.

M. GUINTEAU. - Vous les suspendez, d'accord ; mais pourquoi les reprendre par la suite ?

M. LE GÉNÉRAL..- On peut dire qu'une fois la guerre finie, les agissements de certains agents seront moins dangereux.

M. BARTHÉLEMY..- Et il y aura peut-être des repentirs. En tout cas, c'est la position prise par le Conseil des Ministres et qui s'est traduite dans le décret-loi.

M. GRIFFERT..- Les propositions sont approuvées.



SOCIETE NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANCAIS

-----  
Comité de Direction  
-----

Séance du 21 mai 1940  
-----

IX - Sanctions disciplinaires pendant la  
durée des hostilités : modalités  
d'application du décret du 9 avril  
1940 aux agents de la S.N.C.F.

# COMITÉ DE DIRECTION

du 21 Mai 1940

(Question N° LX)

Société Nationale  
des  
Chemin de fer français

13 mai 1940

## R A P P O R T

au COMITE de DIRECTION

-----

Par dépêche du 4 janvier 1940, M. le Ministre des Travaux Publics a approuvé une modification à la Convention collective des agents du cadre permanent que nous lui avons proposée le 8 décembre 1939, consistant à ajouter aux condamnations entraînant la révocation de plein droit prévues à l'article 55 de ladite Convention, celles prononcées sans sursis :

- pour crime ou délit contre la sûreté de l'Etat;
- pour infraction au décret-loi du 24 juin 1939 concernant la répression de la distribution et de la circulation des tracts de provenance étrangère;
- pour infraction au décret-loi du 25 septembre 1939 portant dissolution des organisations communistes.

Le décret du 9 avril 1940 relatif aux sanctions administratives encourues par les fonctionnaires et agents des services publics ou concédés qui se livrent à une propagande de nature à nuire à la défense nationale a prévu la révocation immédiate pour l'agent qui se sera livré, au cours ou en dehors de ses fonctions, à des actes de quelque nature qu'ils soient, susceptibles de servir la propagande d'un parti dissous ou généralement de nuire aux intérêts de la défense nationale, ainsi que la suspension de ceux qui, ayant appartenu à un parti ou à une organisation dissous, n'auraient pas clairement manifesté par leur attitude ou leur manière de servir qu'ils ont rompu complètement tout lien de solidarité avec les activités interdites par la loi.

Ce décret est applicable aux agents de la S.N.C.F.

Nous avons proposé en conséquence à M. le Ministre des Travaux Publics de donner les instructions suivantes aux Services de la S.N.C.F. :

.....



"1° - Tout agent de la S.N.C.F. qui se sera livré, pendant la  
"durée des hostilités et postérieurement au 10 avril 1940 au cours  
"ou en dehors de ses fonctions, à des actes de quelque nature qu'ils  
"soient, susceptibles de servir la propagande d'un parti dissous ou  
"généralement de nuire aux intérêts de la défense nationale, fera  
"l'objet d'une révocation immédiate.

"En conséquence, lorsque des faits de la nature indiquée ci-  
"dessus auront été relevés à la charge d'un agent du cadre perma-  
"nent, celui-ci devra faire immédiatement l'objet d'une proposi-  
"tion de révocation, qui sera instruite dans la forme habituelle et  
"sera prononcée par le Directeur de l'Exploitation de la Région,  
"sans intervention du Conseil de Discipline.

"Seront révoqués de plein droit les agents ayant encouru une  
"condamnation :

- "-pour crime ou délit contre la sûreté de l'Etat;
- "-pour infraction au décret-loi du 24 juin 1939 concernant la répression de la distribution et de la circulation des tracts de provenance étrangère;
- "-pour infraction au décret-loi du 25 septembre 1939 portant dissolution des organisations communistes;
- "-pour infraction au décret-loi du 1<sup>er</sup> septembre 1939 réprimant la publication de toute infraction de nature à favoriser les entreprises d'une puissance étrangère.

"2° - Les agents qui, ayant appartenu à un parti ou à une  
"organisation dissous, n'auraient pas clairement manifesté par leur  
"attitude ou leur manière de servir, qu'ils ont rompu complètement  
"tout lien de solidarité avec les activités interdites par la loi,  
"pourront être suspendus par décision du Directeur de l'Exploita-  
"tion de la Région.

"Dans cette position, ils seront privés de toute rémunération  
"et de tous avantages accessoires (facilités de circulation,  
"fournitures diverses, etc...).

"Quelle que soit la mesure prise à leur égard à l'issue de la  
"période pendant laquelle ils auront été suspendus, cette rému-  
"nération ne leur sera pas restituée et le temps passé dans cette  
"position ne comptera ni pour leur avancement, ni pour leurs droits  
"à la retraite. Le durée de cette suspension ne sera pas limitée".

Le Directeur Général,

LE BESNERAIS.

Décret du 9 avril 1940 relatif aux sanctions administratives encourues par les fonctionnaires et agents des services publics ou concédés qui se livrent à une propagande de nature à nuire à la défense nationale. (Journal Officiel du 10 avril 1940)

-----

R A P P O R T

-----

Monsieur le Président,

Au moment où le Gouvernement décide d'aggraver les dispositions pénales contre toute propagande susceptible de nuire aux intérêts de la défense nationale, il a paru nécessaire de préciser, dans la forme d'un décret ayant force de loi, les sanctions auxquelles s'exposent les fonctionnaires, employés ou agents des services publics ou concédés qui persisteraient, par leur action ou par leur attitude, à marquer qu'ils n'ont pas complètement rompu avec une doctrine condamnée par la loi.

En fait, le décret du 18 novembre 1939, suspendant pendant la durée des hostilités certaines des dispositions applicables aux personnels des collectivités publiques et des services concédés, a déjà donné aux chefs d'administrations ou de services, aux autorités municipales comme aux autorités de tutelle, les pouvoirs les plus étendus. Il n'est donc nécessaire que de préciser ces pouvoirs en indiquant les circonstances où leur usage peut devenir obligatoire.

.....

....



Le Président de la République Française,

Sur le rapport du président du conseil, ministre des affaires étrangères, du vice-président du conseil, ministre de la coordination, du ministre de la défense nationale et de la guerre, du ministre des finances, du ministre de l'intérieur, du ministre de la marine militaire, du ministre de l'air, du ministre des travaux publics et des transports, du ministre du travail, du ministre de l'agriculture, du garde des sceaux, ministre de la justice, du ministre de l'éducation nationale, du ministre du blocus, du ministre de l'armement, du ministre du ravitaillement, du ministre de l'information, du ministre des anciens combattants et pensionnés, du ministre du commerce et de l'industrie, du ministre de la marine marchande, du ministre des colonies, du ministre des postes, télégraphes, téléphones et des transmissions et du ministre de la santé publique;

Vu le décret du 26 septembre 1939, prononçant la dissolution du parti communiste;

Vu le décret du 18 novembre 1939 suspendant, pendant la durée des hostilités, certaines des dispositions applicables aux personnels des collectivités publiques et des services concédés;

Vu la loi du 8 décembre 1939, modifiant l'article 36 de la loi du 11 juillet 1938;

Le Conseil des ministres entendu.

Décète :

Art. 1<sup>er</sup> - Pendant toute la durée des hostilités tout fonctionnaire, employé, agent appartenant à une administration, à un service public d'Etat, des départements, des communes, des colonies d'outre-mer, ainsi que des services concédés relevant de ces collectivités, qui se sera livré, au cours ou en dehors de ses fonctions, à des actes de quelque nature qu'ils soient, susceptibles de servir la propagande d'un parti dissous ou généralement de nuire aux intérêts de la défense nationale, fera l'objet d'une révocation immédiate prononcée par l'autorité qui a nommé le fonctionnaire, l'employé ou l'agent.

Art. 2 - En ce qui concerne les fonctionnaires ou agents des services publics communaux, et, à défaut d'une décision prise par l'autorité qui a nommé le fonctionnaire ou l'agent, la révocation sera prononcée par le préfet, dans les conditions prévues

.....

aux articles 1<sup>er</sup> et 2 du décret du 26 septembre 1939, relatif à la tutelle administrative.

Art. 3 - Pendant la même période, la suspension des fonctionnaires, employés, agents visés dans les précédents articles pourra être prononcée par les mêmes autorités, lorsque ayant appartenu à un parti ou à une organisation dissous, ces fonctionnaires ou agents n'auraient pas clairement manifesté par leur attitude ou leur manière de servir qu'ils ont rompu complètement tout lien de solidarité avec les activités interdites par la loi.

Art. 4 - Le président du conseil, ministre des affaires étrangères, le vice-président du conseil, ministre de la coordination, le ministre de la défense nationale et de la guerre, le ministre des finances, le ministre de l'intérieur, le ministre de la marine militaire, le ministre de l'air, le ministre des travaux publics et des transports, le ministre du travail, le ministre de l'agriculture, le garde des sceaux, ministre de la justice, le ministre de l'éducation nationale, le ministre du blocus, le ministre de l'armement, le ministre du ravitaillement, le ministre de l'information, le ministre des anciens combattants et pensionnés, le ministre du commerce et de l'industrie, le ministre de la marine marchande, le ministre des colonies, le ministre des postes, télégraphes, téléphones et des transmissions et le ministre de la santé publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera soumis à la ratification des Chambres dans les conditions prévues par la loi du 8 décembre 1939, modifiant l'article 36 de la loi du 11 juillet 1938, et publié au Journal Officiel de la République française.

Fait à Paris, le 9 avril 1940

## Extrait du Journal Officiel

Lois et décrets du 10 avril 1940

-----

Décret-loi du 9 avril 1940 relatif aux sanctions administratives encourues par les fonctionnaires et agents des services publics ou concédés qui se livrent à une propagande de nature à nuire à la défense nationale

-----

## R A P P O R T

Monsieur le Président,

Au moment où le Gouvernement décide d'aggraver les dispositions pénales contre toute propagande susceptible de nuire aux intérêts de la défense nationale, il a paru nécessaire de préciser, dans la forme d'un décret ayant force de loi, les sanctions auxquelles s'exposent les fonctionnaires, employés ou agents des services publics ou concédés qui persisteraient, par leur action ou par leur attitude, à marquer qu'ils n'ont pas complètement rompu avec une doctrine condamnée par la loi.

En fait, le décret du 18 novembre 1939, suspendant pendant la durée des hostilités certaines des dispositions applicables aux personnels des collectivités publiques et des services concédés, a déjà donné aux chefs d'administrations ou de services, aux autorités municipales comme aux autorités de tutelle, les pouvoirs les plus étendus. Il n'est donc nécessaire que de préciser ces pouvoirs en indiquant les circonstances où leur usage peut devenir obligatoire.

.....

Le Président de la République,

Sur le rapport du Président du Conseil, ministre des affaires étrangères, du vice-président du conseil, ministre de la coordination, du ministre de la défense nationale et de la guerre, du ministre des finances, du ministre de l'intérieur, du ministre de la marine militaire, du ministre de l'air, du ministre des travaux publics et des transports, du ministre du travail, du ministre de l'agriculture, du garde des sceaux, ministre de la justice, du ministre de l'éducation nationale, du ministre du blocus, du ministre de l'armement, du ministre du ravitaillement, du ministre de l'information, du ministre des anciens combattants et pensionnés, du ministre du commerce et de l'industrie, du ministre de la marine marchande, du ministre des colonies, du ministre des postes, télégraphes, téléphones et des transmissions et du ministre de la santé publique;

Vu le décret du 25 septembre 1939, prononçant la dissolution du



parti communiste;

Vu le décret du 18 novembre 1939 suspendant, pendant la durée des hostilités, certaines des dispositions applicables aux personnels des collectivités publiques et des services concédés;

Vu la loi du 8 décembre 1939, modifiant l'article 36 de la loi du 11 juillet 1938;

Le Conseil des ministres entendu :

Décrète :

Art. 1er. - Pendant toute la durée des hostilités tout fonctionnaire, employé, agent appartenant à une administration, à un service public d'Etat, des départements, des communes, des colonies d'outre-mer, ainsi que des services concédés relevant de ces collectivités, qui se sera livré, au cours ou en dehors de ses fonctions, à des actes de quelque nature qu'ils soient, susceptibles de servir la propagande d'un parti dissous ou généralement de nuire aux intérêts de la défense nationale, fera l'objet d'une révocation immédiate prononcée par l'autorité qui a nommé le fonctionnaire, l'employé ou l'agent.

Art. 2. - En ce qui concerne les fonctionnaires ou agents des services publics communaux, et, à défaut d'une décision par l'autorité qui a nommé le fonctionnaire ou l'agent, la révocation sera prononcée par le préfet, dans les conditions prévues aux articles 1er et 2 du décret du 26 septembre 1939, relatif à la tutelle administrative.

Art. 3. - Pendant la même période, la suspension des fonctionnaires, employés, agents visés dans les précédents articles pourra être prononcée par les mêmes autorités, lorsque ayant appartenu à un parti ou à une organisation dissous, ces fonctionnaires ou agents n'auraient pas clairement manifesté par leur attitude ou leur manière de servir qu'ils ont rompu complètement tout lien de solidarité avec les activités interdites par la loi.

Art. 4. - Le président du Conseil, ministre des affaires étrangères, le vice-président du conseil, ministre de la coordination, le ministre de la défense nationale et de la guerre, le ministre des finances, le ministre de l'intérieur, le ministre de la marine militaire le ministre de l'air, le ministre des travaux publics et des transports, le ministre du travail, le ministre de l'agriculture, le garde des sceaux, ministre de la justice, le ministre de l'éducation nationale, le ministre du blocus, le ministre de l'armement, le ministre du ravitaillement, le ministre de l'information, le ministre des anciens combattants et pensionnés, le ministre du commerce et de l'industrie, le ministre de la marine marchande, le ministre des colonies, le ministre des postes, télégraphes, téléphones et des transmissions, et le ministre de la santé publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera soumis à la ratification des Chambres dans les conditions prévues par la loi du 8 décembre 1939, modifiant l'article 36 de la loi du 11 juillet 1938, et publié au Journal Officiel de la République française.

Fait à Paris, le 9 avril 1940

Ministère des Travaux Publics  
-----  
Direction Générale des Chemins de fer  
et des Transports

Paris, le 4 janvier 1940

-----  
6ème Bureau  
-----

C O P I E

Le Ministre

à Monsieur le Président du Conseil d'Administration  
de la S.N.C.F.

Par lettre D 41410/5 du 8 décembre 1939, vous m'avez demandé de vous autoriser, en application du décret du 6 octobre 1939 qui permet de déroger aux dispositions de la Convention Collective, à comprendre parmi les condamnations entraînant la révocation de plein droit celles prononcées sans sursis pour crime ou délit contre la sûreté de l'Etat, infractions au décret-loi du 24 juin 1939 concernant la répression de la distribution et de la circulation des tracts de provenance étrangère et au décret-loi du 25 septembre 1939 portant dissolution des organisations communistes.

J'ai l'honneur de vous faire connaître que vos propositions ne soulèvent aucune objection de ma part.

Le Ministre des Travaux Publics  
et des Transports,

Signé : A. de MONZIE

**LOI modifiant l'article 36 de la loi du 11 juillet 1938 sur l'organisation de la nation en temps de guerre.**

Le Sénat et la Chambre des députés ont adopté;

Le Président de la République promulgué la loi dont la teneur suit:

*Article unique.* — L'article 36 de la loi du 11 juillet 1938 sur l'organisation de la nation en temps de guerre est modifié ainsi qu'il suit:

*Art. 36.* — Pendant la durée des hostilités, les Chambres exercent leurs pouvoirs en matière législative et budgétaire comme en temps de paix.

Toutefois, en cas de nécessité immédiate, le Gouvernement est autorisé à prendre, par décrets délibérés en conseil des ministres, les mesures imposées par les exigences de la défense nationale.

Ces décrets sont soumis à la ratification dans un délai d'un mois et, en cas d'absence des Chambres, dès leur première réunion.

La présente Loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Paris, le 8 décembre 1939.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République:

*Le président du conseil, ministre de la défense nationale et de la guerre et des affaires étrangères,*

ÉDOUARD DALADIER.

*Le ministre des finances,*

PAUL REYNAUD.



SOCIETE NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANCAIS

---:---:---:---

Le Président  
du Conseil d'Administration

Paris, le 8 décembre 1939

---  
D 41410/5

C O P I E

Monsieur le Ministre,

Aux termes de l'art. 55 de la Convention Collective du  
Personnel du Cadre permanent :

"§ 1 - Entraînent la révocation de plein droit les condamna-  
tions sans sursis pour assassinat, meurtre, vol, recel, con-  
cussion, escroquerie, abus de confiance, attentat ou outrage  
public à la pudeur, ainsi que pour tentative ou complicité des  
mêmes crimes ou délits".

En dehors de ces cas, la révocation d'un agent commis-  
sionné ne peut être prononcée qu'après que l'intéressé a été  
mis à même de fournir ses explications écrites sur les faits  
qui lui sont reprochés et après avis du Conseil de Discipline.

Nous pensons qu'il conviendrait dans le cas de  
condamnation sans sursis pour crime ou délit contre la sûreté  
de l'Etat, infractions au décret-loi du 24 juin 1939 concernant  
la répression de la distribution et de la circulation des tracts  
de provenance étrangère et au décret-loi du 25 septembre 1939  
portant dissolution des organisations communistes, que la révo-  
cation fût prononcée dans les mêmes conditions que s'il s'agis-  
sait de l'une des condamnations visées à l'art. 55 de la Con-  
vention Collective.

J'ai donc l'honneur, conformément aux dispositions de  
l'art. 1er du décret du 6 octobre 1939, de vous demander de bien  
vouloir autoriser cette dérogation aux dispositions de ladite  
Convention.

Je vous renouvelle, Monsieur le Ministre, l'assurance de  
mon très respectueux dévouement.

Le Président du Conseil d'Administration,

Signé : GUINAND.

Monsieur le Ministre des Travaux Publics.-

**Décret suspendant pendant la durée des hostilités certaines des dispositions applicables aux personnels des collectivités publiques et des services concédés.**

Le Président de la République française,

Sur le rapport du président du conseil, ministre de la défense nationale et de la guerre et des affaires étrangères, du vice-président du conseil, du ministre de l'intérieur, du ministre des finances, du garde des sceaux, ministre de la justice, du ministre des travaux publics, du ministre du travail, du ministre de la marine militaire, du ministre de l'air, du ministre du blocus, du ministre de l'armement, du ministre des colonies, du ministre des anciens combattants et pensionnés, du ministre de l'éducation nationale, du ministre du commerce, du ministre de l'agriculture, du ministre de la santé publique, du ministre des postes, télégraphes et téléphones et du ministre de la marine marchande;

Vu la loi du 19 mars 1939, tendant à accorder au Gouvernement des pouvoirs spéciaux;

Le conseil des ministres entendu,

**Décète:**

Art. 1<sup>er</sup>. — Pendant toute la durée des hostilités, la suspension des dispositions de l'article 65 de la loi du 22 avril 1905 prévue, en ce qui concerne les personnels de l'Etat par le dernier alinéa de l'article 15 du décret du 1<sup>er</sup> septembre 1939, s'applique à l'ensemble des personnels des services ou établissements publics de l'Etat, des départements, des communes, des colonies et des territoires d'outre-mer, ainsi que des services concédés relevant de ces collectivités.

Art. 2. — Pendant la même période, les mesures disciplinaires contre tous les personnels des services ou établissements visés à l'article 1<sup>er</sup> et de tous organismes recevant une subvention ou une garantie de l'Etat sont prises par l'autorité compétente pour les nommer, sans aucune des consultations ou délibérations prévues par les lois, règlements ou conventions en vigueur.

En ce qui concerne les personnels des services municipaux, les mesures visées par le présent article peuvent être prises dans les conditions prévues aux articles 1<sup>er</sup> et 2 du décret du 26 septembre 1939, relatif à la tutelle administrative. Le préfet et le sous-préfet conservent, d'autre part, le pouvoir de révocation qui leur est conféré par les articles 102 et 103 de la loi du 5 avril 1884, modifiée par le décret du 5 novembre 1926.

Toutefois, avant de prendre une mesure disciplinaire, l'autorité compétente provoquera, sauf en cas d'urgence motivée par l'intérêt du service ou de la défense nationale, ou en cas de cessation ou d'abandon du travail, les observations de l'intéressé sur les faits relevés contre lui.

Art. 3. — Les personnels qui auront été l'objet d'une peine disciplinaire dans les conditions fixées par les dispositions qui précèdent pourront, dans le mois qui suivra la cessation des hostilités, demander la révision de la mesure prise à leur égard.

Les conditions dans lesquelles s'effectuera cette révision seront déterminées par un décret pris en la forme des règlements d'administration publique.

Art. 4. — Pendant la même période, toute mesure ayant pour objet le déplacement ou la suspension, dans l'intérêt du service, des personnels visés à l'article 2 ci-dessus, sera prise par l'autorité compétente sans consultation des conseils ou organismes dont l'avis préalable serait requis par les règlements ou conventions en vigueur.

Art. 5. — Les dispositions qui précèdent ne s'appliquent pas aux magistrats inamovibles, qui demeurent soumis aux règles actuellement en vigueur à leur égard.

Art. 6. — Le présent décret, qui recevra exécution immédiate, sera soumis à la ratification des Chambres, conformément aux dispositions de la loi du 19 mars 1939.

Art. 7. — Le président du conseil, ministre de la défense nationale et de la guerre et des affaires étrangères, le vice-président du conseil, le ministre de l'intérieur, le ministre des finances, le garde des sceaux, ministre de la justice, le ministre des travaux publics, le ministre du travail, le ministre de la marine militaire, le ministre de l'air, le ministre du blocus, le ministre de l'armement, le ministre des colonies, le ministre des anciens combattants et pensionnés, le ministre de l'éducation nationale, le ministre du commerce, le ministre de l'agriculture, le ministre de la santé publique, le ministre des postes, télégraphes et téléphones et le ministre de la marine marchande sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 18 novembre 1939.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République:

*Le président du conseil, ministre de la défense nationale et de la guerre et des affaires étrangères,*  
ÉDOUARD DALADIER.

*Le vice-président du conseil,*  
CAMILLE CHAUTEMPS.

*Le ministre de l'intérieur,*  
ALBERT SARRAUT.

*Le ministre des finances,*  
PAUL REYNAUD.

*Le garde des sceaux, ministre de la justice,*  
GEORGES BONNET.

*Le ministre des travaux publics,*  
A. DE MONZIE.

*Le ministre du travail,*  
CHARLES POMARET.

*Le ministre de la marine militaire,*  
C. CAMPINCHI.

*Le ministre de l'air,*  
GUY LA CHAMBRE.

*Le ministre du blocus.*  
GEORGES PERNOT.

*Le ministre de l'armement,*  
RAOUL DAUTRY.

*Le ministre des colonies,*  
GEORGES MANDEL.

*Le ministre des anciens combattants  
et pensionnés,*  
RENÉ BESSE.

*Le ministre de l'éducation nationale,*  
YVON DELBOS.

*Le ministre du commerce,*  
FERNAND GENTIN.

*Le ministre de l'agriculture,*  
HENRI QUEUILLE.

*Le ministre de la santé publique,*  
MARC RUCART.

*Le ministre des postes,  
télégraphes et téléphones.*  
JULES JULIEN.

*Le ministre de la marine marchande,*  
A. RIO.

---



30 août 1939

QU. XII - Questions diverses

Pas de P.V. COURT

STENO p. 64

h) Comptes rendus de mesures exceptionnelles prises en raison des circonstances actuelles.-

M. LE BESNERAIS.- Je vous rends compte qu'en raison des circonstances actuelles, j'ai sursis au départ des agents qui devaient prendre leur retraite le 1er septembre.

D'autre part, j'ai suspendu des agents pour distribution de certains tracts et les ai fait rayer de l'affectation spéciale.

M. LE PRESIDENT.- Bien.

## PRÉSIDENCE DU CONSEIL

### Décret portant dissolution des organisations communistes.

Le Président de la République française,

Sur le rapport du président du conseil, ministre de la défense nationale et de la guerre, et des affaires étrangères, du vice-président du conseil, des ministres des finances, de l'intérieur, de la ma-

rine, de l'air, des travaux publics, du travail, de l'agriculture, du garde des sceaux, ministre de la justice, des ministres de l'éducation nationale, du blocus, des anciens combattants et pensionnés, de l'armement, de la marine marchande, du commerce, des colonies, des postes, télégraphes et téléphones et de la santé publique,

Vu la loi du 19 mars 1939 accordant au Gouvernement des pouvoirs spéciaux,

Le conseil des ministres entendu,

Décède :

Art. 1<sup>er</sup>. — Est interdite, sous quelque forme qu'elle se présente, toute activité ayant directement ou indirectement pour objet de propager les mots d'ordre émanant ou relevant de la Troisième internationale communiste ou d'organismes contrôlés en fait par cette Troisième internationale.

Art. 2. — Sont dissous de plein droit le parti communiste (S. F. I. C.), toute association, toute organisation ou tout groupement de fait qui s'y rattachent et tous ceux qui, affiliés ou non à ce parti, se conforment, dans l'exercice de leur activité, à des mots d'ordre relevant de la Troisième internationale communiste ou d'organismes contrôlés en fait par cette Troisième internationale.

Des arrêtés du ministre de l'intérieur fixeront en tant que de besoin les conditions de liquidation des biens des organismes dissous.

Art. 3. — Sont interdites la publication, la circulation, la distribution, l'offre au public, la mise en vente, l'exposition aux regards du public et la détention en vue de la distribution, de l'offre, de la vente ou de l'exposition des écrits, périodiques ou non, des dessins et, d'une façon générale, de tout matériel de diffusion tendant à propager les mots d'ordre de la Troisième internationale ou des organismes qui s'y rattachent.

Art. 4. — Sans préjudice de l'application des dispositions du décret du 29 juillet 1939 relatif à la sûreté extérieure de l'Etat, les infractions au présent décret sont punies d'un emprisonnement d'un an à cinq ans et d'une amende de 100 à 5.000 fr. Les peines prévues à l'article 42 du code pénal pourront être prononcées par le tribunal.

Art. 5. — Le présent décret est applicable à l'Algérie et aux colonies.

Art. 6. — Le présent décret, qui entrera immédiatement en vigueur, sera soumis à la ratification des Chambres dans les conditions fixées par la loi du 19 mars 1939.

Art. 7. — Le président du conseil, ministre de la défense nationale et de la guerre et des affaires étrangères, le vice-président du conseil, les ministres des finances, de l'intérieur, de la marine, de l'air, des travaux publics, du travail, de l'agriculture, le garde des sceaux, ministre de la justice, les ministres de l'éducation nationale, du blocus, des anciens combattants et pensionnés, de l'armement, de la marine marchande, du commerce, des colonies, des postes, télégraphes et téléphones et de la santé publique

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 26 septembre 1939.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République:  
Le président du conseil, ministre  
de la défense nationale et de la  
guerre et des affaires étrangères,  
ÉDOUARD DALADIER.

Le vice-président du conseil,  
CAMILLE CHAUTEMPS.

Le ministre des finances,  
PAUL REYNAUD.

Le ministre de l'intérieur,  
ALBERT SARRAUT.

Le ministre de la marine,  
C. CAMPINCHI.

Le ministre de l'air,  
GUY LA CHAMBRE.

Le ministre des travaux publics,  
A. DE MONZIE.

Le ministre du travail,  
CHARLES POMARET.

Le ministre de l'agriculture,  
HENRI QUEUILLE.

Le garde des sceaux, ministre de la justice,  
GEORGES BONNET.

Le ministre de l'éducation nationale,  
YVON DELBOS.

Le ministre du blocus,  
GEORGES PERNOT.

Le ministre des anciens combattants  
et pensionnés,  
RENÉ BESSE.

Le ministre de l'armement,  
RAOUL DAUTRY.

Le ministre de la marine marchande,  
A. RIO.

Le ministre du commerce,  
FERNAND GENTIN.

Le ministre des colonies,  
GEORGES MANDEL.

Le ministre des postes, télégraphes  
et téléphones,  
JULES JULIEN.

Le ministre de la santé publique,  
MARC RUCART.

**Décret réprimant la publication d'informations de nature à exercer une influence fâcheuse sur l'esprit de l'armée et des populations.**

## RAPPORT

AU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Paris, le 1<sup>er</sup> septembre 1939.

Monsieur le Président,

La législation actuellement en vigueur pour le temps de guerre ne permet pas d'atteindre les individus responsables de la publication d'informations de nature à favoriser l'ennemi ou à exercer une influence fâcheuse sur l'esprit de l'armée et des populations.

Il a paru nécessaire de remédier à cette lacune par des dispositions qui s'inspirent de celles qui étaient contenues dans la loi du 5 août 1914 réprimant les indiscrétions de la presse en temps de guerre, laquelle a cessé d'être en vigueur.

Tel est l'objet du présent projet de décret, que nous estimons entrer dans le cadre de la loi du 19 mars 1939 autorisant le Gouvernement à prendre, par décrets délibérés en conseil des ministres, les mesures nécessaires à la défense du pays, et que nous avons l'honneur de soumettre à votre signature si, toutefois, vous en approuvez les dispositions.

Veuillez agréer, monsieur le Président, l'hommage de notre respectueux dévouement.

*Le président du conseil, ministre de la défense nationale et de la guerre,*

ÉDOUARD DALADIER.

*Le garde des sceaux, ministre de la justice,*  
PAUL MARCHANDEAU.

*Le ministre de l'intérieur,*  
ALBERT SARRAUT.

Le Président de la République française,

Sur le rapport du président du conseil, ministre de la défense nationale et de la guerre, du garde des sceaux, ministre de la justice, et du ministre de l'intérieur,

Vu la loi du 29 juillet 1881 sur la presse;

Vu la loi du 9 août 1849 sur l'état de siège, modifiée par la loi du 27 avril 1916 et par le décret du 1<sup>er</sup> septembre 1939;

Vu le décret du 29 juillet 1939 sur la sûreté extérieure de l'Etat;

Vu la loi du 19 mars 1939 accordant au Gouvernement des pouvoirs spéciaux;  
Le conseil des ministres entendu,

## Décète:

Art. 1<sup>er</sup>. — Dès que la mobilisation générale est décrétée, il est interdit de publier, par l'un des moyens énumérés à l'article 23 de la loi du 29 juillet 1881 sur la liberté de la presse, toute information de nature à favoriser les entreprises d'une puissance étrangère contre la France, ou à exercer une influence fâcheuse sur l'esprit de l'armée et des populations.

Art. 2. — Sous réserve des dispositions spéciales prévues en matière d'état de siège, les infractions aux dispositions de l'article précédent sont dévolues aux tribunaux correctionnels et punies d'un emprisonnement d'un an à dix ans et d'une amende de 100 francs à 500 francs.

Art. 3. — Le présent décret cessera d'être en vigueur le jour qui sera fixé par décret. Il sera soumis à la ratification des Chambres, conformément à la loi du 19 mars 1939.

Art. 4. — Le président du conseil, ministre de la défense nationale et de la guerre, le garde des sceaux, ministre de la justice, et le ministre de l'intérieur sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui recevra exécution immédiate.

Fait à Paris, le 1<sup>er</sup> septembre 1939.

ALBERT LERRUN.

Par le Président de la République:

*Le président du conseil, ministre de la défense nationale et de la guerre,*

ÉDOUARD DALADIER.

*Le garde des sceaux, ministre de la justice,*  
PAUL MARCHANDEAU.

*Le ministre de l'intérieur,*  
ALBERT SARRAUT.



Extrait du Journal officiel

Lois et décrets des 26/27 juin 1939

(p. 8063)

Présidence du Conseil

Décret - loi du 24 juin 1939

## PRÉSIDENTE DU CONSEIL

Décret concernant la répression de la distribution et de la circulation des tracts de provenance étrangère.

### RAPPORT

AU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Paris, le 24 juin 1939.

Monsieur le Président,

Certaines propagandes d'origine étrangère, menées par le moyen de tracts, bulletins et papillons de toutes sortes ne peuvent être réprimées d'une manière efficace faute de textes suffisants.

La nécessité est donc apparue de remédier à cette insuffisance par un texte prohibant la diffusion de ces tracts, dans un intérêt d'ordre public et de défense nationale.

A cet effet, nous avons l'honneur de soumettre le présent décret à votre haute approbation.

Veuillez agréer, monsieur le Président, l'assurance de notre respectueux dévouement.

Le président du conseil, ministre de la défense nationale et de la guerre,

ÉDOUARD DALADIER.

Le ministre de l'intérieur,

ALBERT SARRAUT.

Le garde des sceaux, ministre de la justice,

PAUL MARCHANDEAU.

Le ministre des affaires étrangères,

GEORGES BONNET.

Le Président de la République française,

Sur le rapport du président du conseil, ministre de la défense nationale et de la guerre, du ministre de l'intérieur, du garde des sceaux, ministre de la justice, et du ministre des affaires étrangères,

Vu la loi du 19 mars 1939, accordant au Gouvernement des pouvoirs spéciaux;  
Le conseil des ministres entendu,

Décète :

Art. 1<sup>er</sup>. — Sont interdites la distribution, la mise en vente, l'exposition aux regards du public et la détention en vue de la distribution, de la vente ou de l'exposition, dans un but de propagande, de tracts, bulletins et papillons d'origine ou d'inspiration étrangère, de nature à nuire à l'intérêt national.

Art. 2. — Toute infraction à l'interdiction édictée par l'article 1<sup>er</sup> sera punie d'un emprisonnement de six mois à cinq ans et d'une amende de 1.000 à 10.000 fr.

Le tribunal pourra prononcer en outre, pour une durée de cinq ans au moins et de dix ans au plus, l'interdiction de tout ou partie des droits civiques, civils et de famille énoncés à l'article 42 du code pénal.

Il pourra également prononcer l'interdiction de séjour pendant le même nombre d'années.

Art. 3. — Le présent décret sera soumis à la ratification des Chambres conformément aux dispositions de la loi du 19 mars 1932.

Art. 4. — Le président du conseil, ministre de la défense nationale et de la guerre, le ministre de l'intérieur, le garde des sceaux, ministre de la justice, et le ministre des affaires étrangères sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au Journal officiel.

Fait à Paris, le 24 juin 1939.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

Le président du conseil, ministre de la défense nationale et de la guerre,

ÉDOUARD DALADIER.

Le ministre de l'intérieur,

ALBERT SARRAUT.

Le garde des sceaux, ministre de la justice,

PAUL MARCHANDEAU.

Le ministre des affaires étrangères,

GEORGES BONNET.

4946  
Paris, le 28 Février 1944  
29, rue de Berri.

à Monsieur le Ministre, Secrétaire d'Etat  
à la Production Industrielle et aux Communications.

**OBJET:** Collaboration des Comités Directeurs Allemands du service des machines avec les Directeurs d'ateliers au sujet du renvoi d'employés de la S.N.C.F.

a) En ce qui concerne la coopération des Comités dirigeants allemands du service des machines au sujet du licenciement d'employés de service de l'Exploitation mécanique de la S.N.C.F., je vous prie de me confirmer que, selon la procédure sur laquelle nous nous sommes mis d'accord, il s'agit bien du licenciement de tous les hommes soumis au travail et non pas seulement de celui des employés âgés de 18 à 50 ans.

b) La situation dans les ateliers de réparations de locomotives de la S.N.C.F. au point de vue personnel est devenue si défavorable, qu'à partir du reçu de cette lettre, les licenciements d'employés des ateliers de réparations de la S.N.C.F. ne pourront avoir lieu qu'après autorisation du Directeur d'atelier allemand intéressé. C'est pourquoi il y a lieu d'étendre aux employés des ateliers de réparations de la S.N.C.F. la même procédure qui a été convenue entre nous pour les licenciements d'employés du service d'exploitation mécanique.

Je vous prie en conséquence de faire le nécessaire en ce sens et de me rendre compte des mesures que vous aurez prises.

Signé : MUNZER.

4946  
Paris, le 18 Février 1944

-----  
Direction des Chemins de fer  
-----

Service de la Main d'oeuvre  
-----

CA/SN 100

LE MINISTRE SECRETAIRE D'ETAT  
A LA PRODUCTION INDUSTRIELLE ET AUX COMMUNICATIONS  
ET PAR INTERIM AU TRAVAIL

à Monsieur le PRESIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION  
DE LA SOCIETE NATIONALE DES CHEMINS DE FER  
FRANÇAIS

OBJET : Intervention des Services Allemands de la H.V.D. à l'occasion  
de licenciements d'agents du Service de la Traction.

J'ai l'honneur de vous adresser, ci-joint, copie de ma  
lettre CA/SN 100 du 28 Janvier 1944 à M. le Président MUNZER  
concernant l'intervention des Services Allemands de la H.V.D. Paris  
à l'occasion de licenciements d'agents du Service de la Traction  
de la S.N.C.F.

Au cours de la conférence du 7 février, Monsieur le Président  
MUNZER a demandé l'extension à la zone Sud des mesures prévues.

Je vous prie de bien vouloir donner les instructions utiles  
à vos Services pour la mise en application immédiate de ces  
mesures tant dans la zone Nord que dans la zone Sud.

P. le Secrétaire d'Etat et par autorisa-  
tion,

Le Directeur des Chemins de fer  
Signé: MORANE.